

France-Toulouse: Scada or equivalent system

OJ S 215/2018 08/11/2018

Contract notice

Supplies

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Centre national d'études spatiales (CNES)

Postal address: Établissement de Toulouse — 18 avenue Édouard-Belin

Town: Toulouse Cedex 9

NUTS code: FRJ23 Haute-Garonne

Postal code: F-31401

Country: France

Contact person: À l'attention de Marielle Caranana, service sol, sciences et ballons

E-mail: marielle.caranana@cnes.fr

Telephone: +33 561281705

Fax: +33 561281404

Internet address(es):

Main address: <http://www.cnes.fr>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://marches.cnes.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://marches.cnes.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Other activity: Recherche-développement scientifique

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Renouvellement du DAC: projet ST2, Système de télésurveillance & télégestion

Reference number: DAJ/AR/SB-2018.0015631

II.1.2. Main CPV code

42961200 Scada or equivalent system

II.1.3. Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

Le Centre spatial guyanais (CNES/CSG) a délégué à la sous-direction développements sol du CNES (CNES/DLA/SDS) la maîtrise d'œuvre pour le renouvellement du DAC (Dispositif d'alarme centralisé): projet ST2 Système de télésurveillance & télégestion (SCADA/GTC), découpé en 2 phases indissociables:

- phase 1: tranche ferme sur 31 sites: renouvellement du DAC existant pour les aspects climatisations, énergie, propreté particulière (EPCU),
 - phase 2: tranche conditionnelle pour 70 nouveaux sites: déploiement sur des nouveaux sites (maîtrise de l'énergie par l'exploitation de la distribution de la HT et de la climatisation).
- Une visite du site sera proposée aux candidats présélectionnés durant la phase de consultation, afin de mieux appréhender le contexte particulier de la base spatiale et des installations.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

42961000 Command and control system

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRY3 Guyane

II.2.4. Description of the procurement

Le système DAC «Dispositif d'appels centralisés» est obsolète et nécessite une rénovation. Le DAC a été mis en service en 1999. Ce système assure la surveillance des installations:

- il permet de connaître l'état de fonctionnement des équipements d'énergie (réseau EDF, groupe électrogène et les onduleurs), de climatisation (groupes froids, température, hygrométrie...), d'ambiance des salles propres EPCU (humidité, température, pression, compteur particulière...) et des autocommutateurs téléphoniques,
- il prévient les gestionnaires techniques sur site ou en astreinte par téléphone, pager, poste opérateur) en cas d'événements, d'alarmes ou de dépassement de seuil.

Il sera remplacé par le ST2, Système de télésurveillance et de télégestion (SCADA/GTC) des installations du CSG (BLA, ELA, Soyouz + sites éloignés), permettant:

- la téléacquisition,
- la téléalarme,
- la téléaction,
- le traitement des données.

Le ST2, dans le cadre de la Maîtrise des énergies «MDE», apportera des capacités d'exploitation et assurera le rapatriement des instrumentations aux métiers suivants:

- énergie,
- climatisation,
- EPCU (Ensemble de préparation des charges utiles),
- eau,
- télécom (supervision des PABX et du ST2 lui-même).

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que le CNES est tenu d'assurer un retour industriel européen non français, compte tenu de la participation des États membres (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République

tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède et Suisse) de l'Agence spatiale européenne (ESA) au financement des activités objet du présent dossier de mise en concurrence.

Il est demandé aux candidats de proposer leur meilleure offre tout en garantissant une distribution de retour géographique le plus possible conforme aux exigences exprimées comme suit:

groupe, pays du groupe, exigences de retour géographique par groupe min [%] et max [%]:

— groupe A — France, Allemagne, Italie, Espagne, Suisse, Royaume-Uni: min 0 (%); max 20 (%);

— groupe B — Autriche, Norvège, Suède: min 40 (%); max 80 (%);

— groupe C — République tchèque, Danemark, Grèce, Irlande, Pologne, Roumanie: min 20 (%); max 60 (%);

— groupe D — tous les autres: min 0 (%); max 10 (%).

Ce retour géographique est un des critères d'appréciation des offres, avec les critères administratifs, management, techniques et coût.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 40

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

- extension de garantie,
- contrat de maintenance base arrière,
- coût de maintenance et d'exploitation,
- reprise des IHM existantes,
- fonction POST-IT,
- optimisation des UTA,
- maquette en base arrière,
- supervision du réseau d'eau.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Les dossiers de réponse à l'appel à candidatures sont rédigés en français ou en anglais. Les documents officiels délivrés par une autorité publique ou une institution publique indispensables à l'établissement du contrat seront fournis dans la langue originale et traduits en français.

Le CNES se réserve la possibilité de ne pas attribuer le marché.

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

- une déclaration indiquant l'intention de candidater de chaque entreprise en précisant explicitement, dans le cas d'un groupement, le mandataire ainsi que les références des personnes à contacter pour des compléments d'information,
- la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire.

En application des articles 45 et 48 de l'ordonnance no 2015-899 du 23.7.2015 relative aux marchés publics, le candidat doit, à l'appui de sa candidature et conformément à l'article 48 du décret no 2016-360 du 25.3.2016 relatif aux marchés publics, produire les justificatifs suivants:

- un document relatif au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat,
- une déclaration sur l'honneur datée et signée, justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23.7.2015 susvisée.

Le CNES vérifie les conditions de participation des candidats conformément aux modalités prévues à l'article 55 du décret. Les documents justificatifs attendus sont ceux cités à l'article 51 du décret no 2016-360 du 25.3.2016 relatif aux marchés publics.

III.1.2. Economic and financial standing

Minimum level(s) of standards possibly required:

- présentation de l'entreprise, domaines d'activité et savoir-faire, stratégie générale,
- effectif,
- capital social, rattachement éventuel à un groupe industriel ou à un organisme de type établissement public,
- pérennité et santé financière (chiffre d'affaires et résultat net sur les 3 dernières années, part du travail pour le CNES dans le chiffre d'affaires),
- implantation (siège et établissements) et organisation des équipes, moyens logistiques,
- capacité de l'entreprise à assurer la maintenance base arrière du système livré.

III.1.3. Technical and professional ability

Minimum level(s) of standards possibly required:

Les renseignements demandés pour faire acte de candidature à l'appel d'offres sont:

- 1) une note (10 pages au maximum) présentant l'organisation industrielle envisagée;
- 2) une note (40 pages au maximum hors annexes) justifiant:
 - a) les capacités de chaque société à réaliser les prestations la concernant et ses références des réalisations récentes pour des prestations comparables;
 - b) le ou les types de solutions technologiques envisagées;
 - c) la démonstration de références significatives d'étude et de réalisation dans le domaine de SCADA, MDE (Maîtrise de l'énergie), GTC;
 - d) les références et l'organisation sur la maintenance de ce type de système.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Competitive procedure with negotiation

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.5. Information about negotiation

The contracting authority reserves the right to award the contract on the basis of the initial tenders without conducting negotiations

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 12/12/2018 Local time: 11:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

English, French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

La présente mise en concurrence est exclue du champ d'application de l'ordonnance no 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Les opérateurs économiques susceptibles d'être intéressés par cette mise en concurrence sont invités à se faire connaître. Seuls les opérateurs économiques dont les capacités techniques et économiques seront validées pourront avoir accès au dossier de mise en concurrence. Le dossier de mise en concurrence sera à retirer sur la plate-forme de dématérialisation du CNES à l'adresse <https://marches.cnes.fr>

Le dossier de candidature doit être structuré en 2 parties.

— partie 1: elle regroupera les éléments d'ordre administratif, économique et financier ainsi que les renseignements concernant la situation propre du candidat demandés en paragraphes III.1.1) et III.1.2). Les pièces fournies (justificatifs, certificats...) doivent être numérotées dans l'ordre et rassemblées sous forme d'un fascicule ne comprenant ni publicité, ni document ancien ou périmé,

— partie 2: elle présentera les capacités techniques du candidat, justifiées par ses références professionnelles des 3 dernières années. Chaque référence précisera: le client concerné, les coordonnées des responsables clients que le CNES pourra librement contacter, les prestations réalisées, le périmètre technique, les exigences de sécurité associées, le lieu d'exécution des prestations.

Sous-traitance: pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature et du fait qu'il disposera des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux exigés dans le présent avis ainsi qu'un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

Groupement d'entreprises: si le candidat se présente en groupement d'entreprises, il précise le caractère du groupement, soit conjoint, soit solidaire; il indique qui est le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations; il apporte toutes les informations relatives aux habilitations à représenter le groupement lors de la procédure de mise en concurrence afin de déterminer si le mandataire est habilité à signer l'offre seule, ou si le mandataire est habilité à signer la candidature et l'offre, ou si l'ensemble des membres du groupement signe la lettre de candidature et l'offre du groupement.

En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement doit remplir une déclaration de candidature; chaque membre du groupement produit, à l'appui de la candidature du groupement, l'ensemble des éléments décrits aux rubriques III.1.1) à III.1.3) ci-dessus.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif

Postal address: 68 rue Raymond-IV, BP 7007

Town: Toulouse

Postal code: 31068

Country: France

E-mail: greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Telephone: +33 562735757

Fax: +33 562735740

Internet address: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe du tribunal administratif

Postal address: 68 rue Raymond-IV, BP 7007

Town: Toulouse

Postal code: 31068

Country: France

E-mail: greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Telephone: +33 562735757

Fax: +33 562735740

Internet address: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

05/11/2018